
**LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN**

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,
DU COMMERCE EXTERIEUR
ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE**

F. 99 — 3523

[C — 99/15195]

9 JUIN 1999. — Loi portant assentiment à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adoptée à New York le 10 décembre 1984 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

**MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN INTERNATIONALE SAMENWERKING**

N. 99 — 3523

[C — 99/15195]

9 JUNI 1999 — Wet houdende instemming met het Verdrag tegen foltering en andere wrede, onmenselijke of onterende behandeling of bestraffing, aangenomen te New York op 10 december 1984 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adoptée à New York le 10 décembre 1984, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 9 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
E. DERYCKE

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—
Note

(1) *Session 1998-1999*

Sénat.

Documents. — Projet de loi déposé le 3 mars 1999, n° 1-1296/1. — Rapport, n° 1-1296/2. — Texte adopté en séance et transmis à la Chambre, n° 1-1296/3.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 1er avril 1999. — Vote. Séance du 1er avril 1999.

Chambre des représentants.

Documents. — Projet transmis par le Sénat, n° 49-2135/1. — Rapport, n° 49-2135/2.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 27 avril 1999. — Vote. Séance du 28 avril 1999.

**Convention contre la torture et autres peines
ou traitements cruels, inhumains ou dégradants**

Les Etats parties à la présente Convention,

Considérant que, conformément aux principes proclamés dans la Charte des Nations Unies, la reconnaissance des droits égaux et inaliénables de tous les membres de la famille humaine est le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde,

Reconnaissant que ces droits procèdent de la dignité inhérente à la personne humaine,

Considérant que les Etats sont tenus, en vertu de la Charte, en particulier de l'article 55, d'encourager le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Tenant compte de l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui prescrivent tous deux que nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants,

Tenant compte également de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adoptée par l'Assemblée générale le 9 décembre 1975,

Désireux d'accroître l'efficacité de la lutte contre la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants dans le monde entier,

Art. 2. Het Verdrag tegen foltering en andere wrede, onmenselijke of onterende behandeling of bestraffing, aangenomen te New York op 10 december 1984, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 9 juin 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
E. DERYCKE

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999*

Senaat.

Documenten. — Ontwerp van wet ingediend op 3 maart 1999, nr. 1-1296/1. — Verslag, nr. 1-1296/2. — Tekst aangenomen in vergadering en overgezonden aan de Kamer, nr. 1-1296/3.

Parlementaire handelingen. — Bespreking. Vergadering van 1 april 1999. — Stemming. Vergadering van 1 april 1999.

Kamer van vertegenwoordigers.

Documenten. — Tekst overgezonden door de Senaat, nr. 49-2135/1. — Verslag, nr. 49-2135/2.

Parlementaire handelingen. — Bespreking. Vergadering van 27 april 1999. — Stemming. Vergadering van 28 april 1999.

**Verdrag tegen foltering en andere wrede,
onmenselijke of onterende behandeling of bestraffing**

De Staten die Partij zijn bij dit Verdrag,

Overwegend dat, overeenkomstig de in het Handvest van de Verenigde Naties verkondigde beginselen, de erkenning van de gelijke en onvervreembare rechten van alle leden de mensengemeenschap grondslag is voor de vrijheid, gerechtigheid en vrede in de wereld,

Erkennend dat deze rechten voortvloeien uit de inherente waardigheid van de mens,

Overwegend dat krachtens het Handvest, inzonderheid artikel 55 daarvan, de Staten verplicht zijn de universele eerbied voor en de inachtneming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden te bevorderen,

Gelet op artikel 5 van de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens en op artikel 7 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, welke beide artikelen bepalen dat niemand mag worden onderworpen aan foltering, noch aan wrede, onmenselijke of onterende behandeling of bestraffing,

Voorts gelet op de Verklaring inzake de bescherming van alle mensen tegen onderwerping aan foltering en andere wrede, onmenselijke of onterende behandeling of bestraffing, door de Algemene Vergadering aanvaard op 9 december 1975,

Geleid door de wens de bestrijding van foltering en andere wrede, onmenselijke of onterende behandeling of bestraffing in de gehele wereld doeltreffender te doen zijn,

Sont convenus de ce qui suit :

PREMIERE PARTIE

Article premier

1. Aux fins de la présente Convention, le terme «torture» désigne tout acte par lequel une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales, sont intentionnellement infligées à une personne aux fins notamment d'obtenir d'elle ou d'une tierce personne des renseignements ou des aveux, de la punir d'un acte qu'elle ou une tierce personne a commis ou est soupçonnée d'avoir commis, de l'intimider ou de faire pression sur elle ou d'intimider ou de faire pression sur une tierce personne, ou pour tout autre motif fondé sur une forme de discrimination quelle qu'elle soit, lorsqu'une telle douleur ou de telles souffrances sont infligées par un agent de la fonction publique ou toute autre personne agissant à titre officiel ou à son instigation ou avec son consentement exprès ou tacite. Ce terme ne s'étend pas à la douleur ou aux souffrances résultant uniquement de sanctions légitimes, inhérentes à ces sanctions ou occasionnées par elles.

2. Cet article est sans préjudice de tout instrument international ou de toute loi nationale qui contient ou peut contenir des dispositions de portée plus large.

Article 2

1. Tout Etat partie prend des mesures législatives, administratives, judiciaires et autres mesures efficaces pour empêcher que des actes de torture soient commis dans tout territoire sous sa juridiction.

2. Aucune circonstance exceptionnelle, quelle qu'elle soit, qu'il s'agisse de l'état de guerre ou de menace de guerre, d'instabilité politique intérieure ou de tout autre état d'exception, ne peut être invoquée pour justifier la torture.

3. L'ordre d'un supérieur ou d'une autorité publique ne peut être invoquée pour justifier la torture.

Article 3

1. Aucun Etat partie n'expulsera, ne refoulera, ni n'extradera une personne vers un autre Etat où il y a des motifs sérieux de croire qu'elle risque d'être soumise à la torture.

2. Pour déterminer s'il y a de tels motifs, les autorités compétentes tiendront compte de toutes les considérations pertinentes, y compris, le cas échéant, de l'existence, dans l'Etat intéressé, d'un ensemble de violations systématiques des droits de l'homme, graves, flagrantes ou massives.

Article 4

1. Tout Etat partie veille à ce que tous les actes de torture constituent des infractions au regard de son droit pénal. Il en est de même de la tentative de pratiquer la torture ou de tout acte commis par n'importe quelle personne qui constitue une complicité ou une participation à l'acte de torture.

2. Tout Etat partie rend ces infractions passibles de peines appropriées qui prennent en considération leur gravité.

Article 5

1. Tout Etat partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions visées à l'article 4 dans les cas suivants :

a) Quand l'infraction a été commise sur tout territoire sous la juridiction dudit Etat ou à bord d'aéronef ou de navires immatriculés dans cet Etat;

b) Quand l'auteur présumé de l'infraction est un ressortissant dudit Etat;

c) Quand la victime est un ressortissant dudit Etat et que ce dernier le juge approprié.

2. Tout Etat partie prend également les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître desdites infractions dans le cas où l'auteur présumé de celles-ci se trouve sur tout territoire sous sa juridiction et où ledit Etat ne l'extrade pas conformément à l'article 8 vers l'un des Etats visés au paragraphe 1 du présent article.

3. La présente Convention n'écarte aucune compétence pénale exercée conformément aux lois nationales.

Zijn overeengekomen als volgt :

DEEL I

Artikel 1

1. Voor de toepassing van dit Verdrag wordt onder « foltering » verstaan iedere handeling waardoor opzettelijk hevige pijn of hevig leed, lichamelijk dan wel geestelijk, wordt toegebracht aan een persoon met zulke oogmerken als om van hem of van een derde inlichtingen of een bekentenis te verkrijgen, hem te bestraffen voor een handeling die hij of een derde heeft begaan of waarvan hij of een derde wordt verdacht deze te hebben begaan, of hem of een derde te intimideren of ergens toe te dwingen dan wel om enigerlei reden gebaseerd op discriminatie van welke aard ook, wanneer zulke pijn of zulk leed wordt toegebracht door of op aanstichten van dan wel met de instemming of gedogen van een overheidsfunctionaris of andere persoon die in een officiële hoedanigheid handelt. Foltering omvat niet pijn of leed slechts voortvloeiend uit, inherent aan of samenhangend met wettige straffen.

2. Dit artikel laat onverlet internationale akten of nationale wetgevingen die bepalingen met een ruimere werkingssfeer omvatten of kunnen omvatten.

Artikel 2

1. Iedere Staat die Partij is bij dit Verdrag, neemt doeltreffende wetgevende, bestuurlijke, gerechtelijke of andere maatregelen ter voorkoming van foltering binnen elk onder zijn rechtsmacht vallend gebied.

2. Geen enkele uitzonderlijke omstandigheid, ongeacht of het gaat om een oorlogstoestand, een oorlogsdreiging, binnenlandse politieke onrust of welke andere openbare noodsituatie ook, kan worden aangevoerd als rechtvaardiging voor foltering.

3. Een bevel van een hoger geplaatste functionaris of een overheidsinstantie mag niet worden aangevoerd als rechtvaardiging voor foltering.

Artikel 3

1. Geen enkele Staat die partij is bij dit Verdrag, mag een persoon uitzetten of terugzenden (« refouler ») naar of uitleveren aan een andere Staat wanneer er gegronde redenen zijn om aan te nemen dat hij daar gevaar zou lopen te worden onderworpen aan foltering.

2. Bij het vaststellen of zodanige redenen aanwezig zijn, dienen de bevoegde autoriteiten rekening te houden met alle van belang zijnde overwegingen waaronder, waar van toepassing, het bestaan in de betrokken Staat van een samenhangend patroon van grove, flagrante of massale schendingen van mensenrechten.

Artikel 4

1. Iedere Staat die Partij is, draagt er zorg voor dat alle vormen van foltering strafbaar zijn krachtens zijn strafrecht. Hetzelfde geldt voor poging tot foltering en voor handelingen van personen die medeplichtigheid of deelneming aan foltering opleveren.

2. Iedere Staat die Partij is, stelt deze delicten strafbaar met passende straffen, waarbij rekening wordt gehouden met de ernstige aard ervan.

Artikel 5

1. Iedere Staat die Partij is, neemt de eventueel noodzakelijke maatregelen tot vestiging van zijn rechtsmacht ten aanzien van de in artikel 4 bedoelde delicten, en wel in de volgende gevallen :

a) wanneer de delicten worden gepleegd binnen een grondgebied onder zijn rechtsmacht of aan boord van een schip of luchtvaartuig dat in die Staat is geregistreerd;

b) wanneer de verdachte onderdaan van die Staat is;

c) wanneer het slachtoffer onderdaan van die Staat is, indien die Staat zulks passend acht.

2. Iedere Staat die Partij is, neemt tevens de eventueel noodzakelijke maatregelen tot vestiging van zijn rechtsmacht ten aanzien van zodanige delicten in de gevallen waarin de verdachte zich bevindt binnen een onder zijn rechtsmacht vallend grondgebied en deze Staat hem niet ingevolge artikel 8 uitlevert aan een van de in het eerste lid van dit artikel genoemde Staten.

3. Dit Verdrag sluit geen enkele strafrechtelijke rechtsmacht uit die wordt uitgeoefend overeenkomstig het nationale recht.

Article 6

1. S'il estime que les circonstances le justifient, après avoir examiné les renseignements dont il dispose, tout Etat partie sur le territoire duquel se trouve une personne soupçonnée d'avoir commis une infraction visée à l'article 4 assure la détention de cette personne ou prend toutes autres mesures juridiques nécessaires pour assurer sa présence. Cette détention et ces mesures doivent être conformes à la législation dudit Etat; elles ne peuvent être maintenues que pendant le délai nécessaire à l'engagement de poursuites pénales ou d'une procédure d'extradition.

2. Ledit Etat procède immédiatement à une enquête préliminaire en vue d'établir les faits.

3. Toute personne détenue en application du paragraphe 1 du présent article peut communiquer immédiatement avec le plus proche représentant qualifié de l'Etat dont elle a la nationalité ou, s'il s'agit d'une personne apatride, avec le représentant de l'Etat où elle réside habituellement.

4. Lorsqu'un Etat a mis une personne en détention, conformément aux dispositions du présent article, il avise immédiatement de cette détention et des circonstances qui la justifient les Etats visés au paragraphe 1 de l'article 5. L'Etat qui procède à l'enquête préliminaire visée au paragraphe 2 du présent article en communique rapidement les conclusions audits Etats et leur indique s'il entend exercer sa compétence.

Article 7

1. L'Etat partie sur le territoire sous la juridiction duquel l'auteur présumé d'une infraction visée à l'article 4 est découvert, s'il n'extrade pas ce dernier, soumet l'affaire, dans les cas visés à l'article 5, à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale.

2. Ces autorités prennent leur décision dans les mêmes conditions que pour toute infraction de droit commun de caractère grave en vertu du droit de cet Etat. Dans les cas visés au paragraphe 2 de l'article 5, les règles de preuve qui s'appliquent aux poursuites et à la condamnation ne sont en aucune façon moins rigoureuses que celles qui s'appliquent dans les cas visés au paragraphe 1 de l'article 5.

3. Toute personne poursuivie pour l'une quelconque des infractions visées à l'article 4 bénéficie de la garantie d'un traitement équitable à tous les stades de la procédure.

Article 8

1. Les infractions visées à l'article 4 sont de plein droit comprises dans tout traité d'extradition conclu entre les Etats parties. Les Etats parties s'engagent à comprendre lesdites infractions dans tout traité d'extradition à conclure entre eux.

2. Si un Etat partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisi d'une demande d'extradition par un autre Etat partie avec lequel il n'est pas lié par un traité d'extradition, il peut considérer la présente Convention comme instituant la base juridique de l'extradition en ce qui concerne lesdites infractions. L'extradition est subordonnée aux autres conditions prévues par le droit de l'Etat requis.

3. Les Etats parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent lesdites infractions comme cas d'extradition entre eux dans les conditions prévues par le droit de l'Etat requis.

4. Entre Etats parties lesdites infractions sont considérées aux fins d'extradition comme ayant été commises tant au lieu de leur perpétration que sur le territoire sous la juridiction des Etats tenus d'établir leur compétence en vertu du paragraphe 1 de l'article 5.

Article 9

1. Les Etats parties s'accordent l'entraide judiciaire la plus large possible dans toute procédure pénale relative aux infractions visées à l'article 4, y compris en ce qui concerne la communication de tous les éléments de preuve dont ils disposent et qui sont nécessaires aux fins de la procédure.

2. Les Etats parties s'acquittent de leurs obligations en vertu du paragraphe 1 du présent article en conformité avec tout traité d'entraide judiciaire qui peut exister entre eux.

Artikel 6

1. Iedere Staat die Partij is, binnen wiens grondgebied zich een persoon bevindt die ervan wordt verdacht een in artikel 4 bedoeld delict te hebben gepleegd neemt deze in hechtenis of treft andere wettelijke maatregelen ten einde zijn aanwezigheid te waarborgen, nadat deze Staat zich ervan heeft overtuigd, na een onderzoek van de deze ter beschikking staande gegevens, dat de omstandigheden zulks rechtvaardigen. De hechtenis en andere wettelijke maatregelen dienen overeen te stemmen met het bepaalde in de wetgeving van die Staat, doch mogen slechts zolang worden voortgezet als nodig is om een strafvervolgning of uitleveringsprocedure in te stellen.

2. Een zodanige Staat stelt onmiddellijk een voorlopig onderzoek naar de feiten in.

3. Aan ieder die zich ingevolge het eerste lid van dit artikel in hechtenis bevindt, dient hulp te worden geboden om zich onmiddellijk in verbinding te stellen met de dichtstbijzijnde bevoegde vertegenwoordiger van de Staat waarvan hij onderdaan is, of, indien hij staatloos is, met de vertegenwoordiger van de Staat waar hij gewoonlijk verblijft.

4. Wanneer een Staat, ingevolge dit artikel, een persoon in hechtenis heeft genomen, dient hij onmiddellijk de in artikel 5, eerste lid, bedoelde Staten in kennis te stellen van het feit dat deze persoon zich in hechtenis bevindt en van de omstandigheden die zijn gevangenhouding rechtvaardigen. De Staat die het in het tweede lid van dit artikel bedoelde voorlopige onderzoek verricht, brengt onverwijld verslag uit van zijn bevindingen aan de genoemde Staten en deelt mede, of hij voornemen is, zijn rechtsmacht uit te oefenen.

Artikel 7

1. De Staat die Partij is, binnen het grondgebied onder wiens rechtsmacht een verdachte van het plegen van een delict zoals bedoeld in artikel 4, wordt aangetroffen, draagt in de gevallen bedoeld in artikel 5, indien hij de betrokkene niet uitlevert, de zaak voor vervolging over aan zijn bevoegde autoriteiten.

2. Deze autoriteiten nemen hun beslissing op dezelfde wijze als in het geval van een gewoon delict van ernstige aard krachtens de wetgeving van die Staat. In de gevallen bedoeld in artikel 5, tweede lid, dienen de maatstaven voor de bewijsvoering, vereist voor vervolging en veroordeling, in geen enkel opzicht minder strikt te worden aangelegd dan die welke gelden in de gevallen bedoeld in artikel 5, eerste lid.

3. Aan ieder tegen wie een vervolging wordt aangehangig gemaakt in verband met een van de in artikel 4 bedoelde delicten dient in alle fasen van de procedure een billijke behandeling te worden gewaarborgd.

Artikel 8

1. De in artikel 4 bedoelde delicten worden in alle tussen Staten die Partij zijn bestaande uitleveringsverdragen geacht te zijn opgenomen als delicten, waarvoor uitlevering kan worden toegestaan. De Staten die Partij zijn, verbinden zich ertoe, in alle tussen hen te sluiten uitleveringsverdragen zodanige delicten op te nemen als delicten waarvoor uitlevering kan worden toegestaan.

2. Indien een Staat die Partij is, uitlevering afhankelijk stelt van het bestaan van een verdrag en een verzoek om uitlevering ontvangt van een andere Staat die Partij is, waarmede hij geen uitleveringsverdrag heeft, kan hij dit Verdrag als juridische grondslag beschouwen voor uitlevering met betrekking tot zodanige delicten. Uitlevering is onderworpen aan bij de wetgeving van de aangezochte Staat bepaalde andere voorwaarden.

3. De Staten die Partij zijn en uitlevering niet afhankelijk stellen van het bestaan van een verdrag, erkennen tussen henzelf zodanige delicten als delicten waarvoor uitlevering kan worden toegestaan, behoudens de bij de wetgeving van de aangezochte Staat bepaalde voorwaarden.

4. Zodanige delicten worden, ten behoeve van uitlevering tussen Staten die Partij zijn, behandeld alsof zij niet alleen gepleegd waren op de plaats waar zij zich hebben voorgedaan, doch ook op het grondgebied van de Staten die hun rechtsmacht dienen te vestigen overeenkomstig artikel 5, eerste lid.

Artikel 9

1. De Staten die Partij zijn, verlenen elkander de grootst mogelijke mate van rechtshulp in verband met vervolgingen ingesteld terzake van een van de in artikel 4 bedoelde delicten, met inbegrip van het verstrekken van alle te hunner beschikking staand bewijsmateriaal dat voor de vervolging nodig is.

2. De Staten die Partij zijn, kwijten zich van hun verplichtingen ingevolge het eerste lid van dit artikel in overeenstemming met eventueel tussen hen bestaande verdragen inzake wederzijdse rechtshulp.

Article 10

1. Tout Etat partie veille à ce que l'enseignement et l'information concernant l'interdiction de la torture fassent partie intégrante de la formation du personnel civil ou militaire chargé de l'application des lois, du personnel médical, des agents de la fonction publique et des autres personnes qui peuvent intervenir dans la garde, l'interrogatoire ou le traitement de tout individu arrêté, détenu ou emprisonné de quelque façon que ce soit.

2. Tout Etat partie incorpore ladite interdiction aux règles ou instructions édictées en ce qui concerne les obligations et les attributions de telles personnes.

Article 11

Tout Etat partie exerce une surveillance systématique sur les règles, instructions, méthodes et pratiques d'interrogatoire et sur les dispositions concernant la garde et le traitement des personnes arrêtées, détenues ou emprisonnées de quelque façon que ce soit sur tout territoire sous sa juridiction, en vue d'éviter tout cas de torture.

Article 12

Tout Etat partie veille à ce que les autorités compétentes procèdent immédiatement à une enquête impartiale chaque fois qu'il y a des motifs raisonnables de croire qu'un acte de torture a été commis sur tout territoire sous sa juridiction.

Article 13

Tout Etat partie assure à toute personne qui prétend avoir été soumise à la torture sur tout territoire sous sa juridiction le droit de porter plainte devant les autorités compétentes dudit Etat qui procéderont immédiatement et impartialement à l'examen de sa cause. Des mesures seront prises pour assurer la protection du plaignant et des témoins contre tout mauvais traitement ou toute intimidation en raison de la plainte déposée ou de toute déposition faite.

Article 14

1. Tout Etat partie garantit, dans son système juridique, à la victime d'un acte de torture, le droit d'obtenir réparation et d'être indemnisée équitablement et de manière adéquate, y compris les moyens nécessaires à sa réadaptation la plus complète possible. En cas de mort de la victime résultant d'un acte de torture, les ayants cause de celui-ci ont droit à indemnisation.

2. Le présent article n'exclut aucun droit à indemnisation qu'aurait la victime ou toute autre personne en vertu des lois nationales.

Article 15

Tout Etat partie veille à ce que toute déclaration dont il est établi qu'elle a été obtenue la torture ne puisse être invoquée comme élément de preuve dans une procédure, si ce n'est contre la personne accusée de torture pour établir qu'une déclaration a été faite.

Article 16

1. Tout Etat partie s'engage à interdire dans tout territoire sous sa juridiction d'autres actes constitutifs de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants qui ne sont pas des actes de torture telle qu'elle est définie à l'article premier lorsque de tels actes sont commis par un agent de la fonction publique ou toute autre personne agissant à titre officiel, ou à son instigation ou avec son consentement exprès ou tacite. En particulier, les obligations énoncées aux articles 10, 11, 12 et 13 sont applicables moyennant le remplacement de la mention de la torture par la mention d'autres formes de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

2. Les dispositions de la présente Convention sont sans préjudice des dispositions de tout autre instrument international ou de la loi nationale qui interdisent les peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ou qui ont trait à l'extradition ou à l'expulsion.

DEUXIEME PARTIE

Article 17

1. Il est institué un Comité contre la torture (ci-après dénommé le Comité) qui a les fonctions définies ci-après. Le Comité est composé de dix experts de haute moralité et possédant une compétence reconnue dans le domaine des droits de l'homme, qui siègent à titre personnel. Les experts sont élus par les Etat parties, compte tenu d'une répartition géographique équitable et de l'intérêt que présente la participation aux

Artikel 10

1. Iedere Staat die Partij is, draagt ervoor zorg dat onderricht en voorlichting betreffende het verbod van foltering volledig opgenomen worden in de opleiding van met de wetshandhaving belast burgerpersoneel en militair personeel, van medisch personeel, van overheidsfunctionarissen en van anderen die betrokken kunnen zijn bij de bewaking, ondervraging of behandeling van een persoon die enige vorm van arrestatie, hechtenis of gevangenhouding ondergaat.

2. Iedere Staat die Partij is, neemt dit verbod op in de voorschriften of instructies betreffende de taken en functies van zodanige personen.

Artikel 11

Iedere Staat die Partij is, beziet stelselmatig de voorschriften, instructies, methoden en praktijken voor ondervraging, alsook de regelingen voor de bewaking en behandeling van personen onderworpen aan enige vorm van arrestatie, hechtenis of gevangenhouding in gebieden onder zijn rechtsmacht, met het oog op de voorkoming van gevallen van foltering.

Artikel 12

Iedere Staat die Partij is, draagt ervoor zorgt dat zijn bevoegde autoriteiten een onverwijld en onpartijdig onderzoek instellen, wanneer er redelijke gronden zijn om aan te nemen dat in enig gebied onder zijn rechtsmacht foltering heeft plaatsgehad.

Artikel 13

Iedere Staat die Partij is, draagt ervoor zorg dat een persoon die stelt dat hij aan foltering is onderworpen in enig gebied onder de rechtsmacht van deze Staat, het recht heeft tot indiening van een klacht bij de bevoegde autoriteiten van deze Staat en er recht op heeft dat zijn taak onverwijld en onpartijdig door die autoriteiten wordt onderzocht. Er dienen maatregelen te worden genomen ten einde te verzekeren dat de klager en eventuele getuigen beschermd worden tegen iedere vorm van kwaadwillige behandeling of intimidatie ten gevolge van diens klacht of van afgelegde getuigenverklaringen.

Artikel 14

1. Iedere Staat die Partij is, waarborgt in zijn rechtsstelsel dat het slachtoffer van foltering genoegdoening krijgt en een rechtens afdwingbaar recht op een billijke en toereikende schadevergoeding, met inbegrip van de middelen voor een zo volledig mogelijk herstel. Ingeval van overlijden van het slachtoffer ten gevolge van foltering hebben zijn nabestaanden aanspraak op schadevergoeding.

2. Niets in dit artikel doet afbreuk aan de rechten van het slachtoffer of van anderen op schadevergoeding die krachtens het nationale recht kunnen bestaan.

Artikel 15

Iedere Staat die Partij is, draagt ervoor zorg dat een verklaring waarvan wordt vastgesteld dat deze is afgelegd ten gevolge van foltering, niet wordt aangevoerd als bewijs in een rechtszaak, behalve tegen een van foltering beschuldigde persoon als bewijs dat de verklaring werd afgelegd.

Artikel 16

1. Iedere Staat die Partij is, verbindt zich ertoe in alle gebieden onder zijn rechtsmacht andere vormen van wrede, onmenselijke of onterende behandeling of bestraffing, die geen foltering inhouden zoals omschreven in artikel 1, te voorkomen, wanneer zulke handelingen worden gepleegd door of op aanstichten van dan wel met instemming of gedogen van een overheidsfunctionaris of andere persoon die in een officiële hoedanigheid handelt. Inzonderheid zijn de verplichtingen vervat in de artikelen 10, 11, 12 en 13 van toepassing, met vervanging van de verwijzingen naar foltering door verwijzingen naar andere vormen van wrede, onmenselijke of onterende behandeling of bestraffing.

2. De bepalingen van dit Verdrag laten onverlet de bepalingen van andere internationale verdragen of van nationale wetten, waarin wrede, onmenselijke of onterende behandeling of bestraffing zijn verboden, of die betrekking hebben op uitlevering of uitzetting.

DEEL II

Artikel 17

1. Er wordt een Comité tegen Foltering (hierna te noemen « het Comité ») ingesteld, dat de hierna te noemen functies uitoefent. Het Comité bestaat uit tien deskundigen, die hoog zedelijk aanzien genieten en erkende bekwaamheid op het gebied van de rechten van de mens bezitten, en die optreden in hun persoonlijke hoedanigheid. De deskundigen worden gekozen door Staten die Partij zijn, waarbij

travaux du Comité de quelques personnes ayant une expérience juridique.

2. Les membres du Comité sont élus au scrutin secret sur une liste de candidats désignés par les Etats parties. Chaque Etat partie peut désigner un candidat choisi parmi ses ressortissants. Les Etats parties tiennent compte de l'intérêt qu'il y a à désigner des candidats qui soient également membres du Comité des droits de l'homme institué en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et qui soient disposés à siéger au Comité contre la torture.

3. Les membres du Comité sont élus au cours de réunions biennales des Etats parties convoquées par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. A ces réunions, où le quorum est constitué par les deux tiers des Etats parties, sont élus membres du Comité les candidats qui obtiennent le plus grand nombre de voix et la majorité absolue des votes des représentants des Etats parties présents et votants.

4. La première élection aura lieu au plus tard six mois après la date d'entrée en vigueur de la présente Convention. Quatre mois ou moins avant la date de chaque élection, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies envoie une lettre aux Etats parties pour les inviter à présenter leurs candidatures dans un délai de trois mois. Le Secrétaire général dresse une liste par ordre alphabétique de tous les candidats ainsi désignés, avec indication des Etats parties qui les ont désignés, et la communique aux Etats parties.

5. Les membres du Comité sont élus pour quatre ans. Ils sont rééligibles s'ils sont présentés à nouveau. Toutefois, le mandat des cinq des membres élus lors de la première élection prendra fin au bout de deux ans; immédiatement après la première élection, le nom de ces cinq membres sera tiré au sort par le président de la réunion mentionnée au paragraphe 3 du présent article.

6. Si un membre du Comité décède, se démet de ses fonctions ou n'est plus en mesure pour quelque autre raison de s'acquitter des ses attributions au Comité, l'Etat partie qui l'a désigné nomme parmi ses ressortissants un autre expert qui siège au Comité pour la partie du mandat restant à courir, sous réserve de l'approbation de la majorité des Etats parties. Cette approbation est considérée comme acquise à moins que la moitié des Etats parties ou davantage n'émettent une opinion défavorable dans un délai de six semaines à compter du moment où ils ont été informés par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de la nomination proposée.

7. Les Etats parties prennent à leur charge les dépenses des membres du Comité pour la période ou ceux-ci s'acquittent de fonctions au Comité.

Article 18

1. Le Comité élit son bureau pour une période de deux ans. Les membres du bureau sont rééligibles.

2. Le Comité établit lui-même son règlement intérieur; celui-ci doit, toutefois, contenir notamment les dispositions suivantes :

- a) Le quorum est de six membres;
- b) Les décisions du Comité sont prises à la majorité des membres présents.

3. Le Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies met à la disposition du Comité le personnel et les installations matérielles qui lui sont nécessaires pour s'acquitter efficacement des fonctions qui lui sont confiées en vertu de la présente Convention.

4. Le Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies convoque les membres du Comité pour la première réunion. Après sa première réunion, le Comité se réunit à toute occasion prévue par son règlement intérieur.

5. Les Etats parties prennent à leur charge les dépenses occasionnées par la tenue de réunions des Etats parties et du Comité, y compris le remboursement à l'Organisation des Nations Unies de tous frais, tels que dépenses de personnel et coût d'installations matérielles, que l'Organisation aura engagés conformément au paragraphe 3 du présent article.

Article 19

1. Les Etats parties présentent au Comité, par l'entremise du secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, des rapports sur les mesures qu'ils ont prises pour donner effet à leurs engagements en vertu de la présente Convention, dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la Convention pour l'Etat partie intéressé. Les

aandacht wordt geschonken aan een billijke geografische verdeling en waarbij dient te worden overwogen dat het lidmaatschap van enige personen die ervaring hebben op juridisch gebied raadzaam is.

2. De leden van het Comité worden bij geheime stemming gekozen uit een lijst van personen die zijn voorgedragen door de Staten die Partij zijn. Iedere Staat die Partij is, kan één persoon uit zijn onderdanen voordragen. De Staten die Partij zijn, dienen zich ervan bewust te zijn dat het raadzaam is personen voor te dragen die tevens lid zijn van het Comité van de Rechten van de Mens, ingesteld krachtens het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, en die bereid zijn zitting te nemen in het Comité tegen Foltering.

3. De verkiezing van de leden van het Comité worden gehouden op door de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties te beleggen tweemaaljaarlijkse vergaderingen van de Staten die Partij zijn. Op deze vergaderingen, waarvoor twee derde van de Staten die Partij zijn, het quorum vormen, zijn degenen die in het Comité zijn gekozen die personen die het grootste aantal stemmen op zich hebben verenigd, alsmede een absolute meerderheid van de stemmen van de aanwezige vertegenwoordigers van de Staten die Partij zijn en hun stem uitbrengen.

4. De eerste verkiezing wordt niet langer gehouden dan zes maanden na de datum van inwerkingtreding van dit Verdrag. Ten minste vier maanden vóór de datum van elke verkiezing richt de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties een brief aan de Staten die Partij zijn, waarin hij deze uitnodigt, binnen drie maanden hun voordrachten in te zenden. De Secretaris-Generaal stelt een alfabetische lijst samen van alle aldus voorgedragen personen, onder aanduiding van de Staten die Partij zijn en die hen hebben voorgedragen, en legt deze voor aan de Staten die partij zijn.

5. De leden van het Comité worden gekozen voor een tijdvak van vier jaar. Zij zijn herkiesbaar indien zij opnieuw worden voorgedragen. De ambtstermijn van vijf der bij de eerste verkiezing benoemde leden loopt evenwel na twee jaar af; terstond na de eerste verkiezing worden deze vijf leden bij loting aangewezen door de voorzitter van de in het derde lid van dit artikel bedoelde vergadering.

6. Indien een lid van het Comité overlijdt of ontslag neemt of om enige andere reden zijn taken in het Comité niet langer kan vervullen, benoemt de Staat die partij is en die hem had voorgedragen, een andere deskundige uit zijn onderdanen voor het resterende gedeelte van de ambtstermijn, zulks onder voorbehoud van de goedkeuring van de meerderheid der Staten die Partij zijn. Deze goedkeuring wordt geacht gegeven te zijn, tenzij de helft of meer van de Staten die Partij zijn, binnen zes weken nadat zij door de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties van de voorgestelde benoeming in kennis zijn gesteld, afwijzend reageren.

7. De Staten die Partij zijn, dragen de kosten van de leden van het Comité wanneer dezen hun taak in het Comité vervullen.

Artikel 18

1. Het Comité kiest zijn functionarissen voor een ambtstermijn van twee jaar. Zij zijn herkiesbaar.

2. Het Comité stelt zich zijn eigen huishoudelijke reglement vast, waarin onder meer wordt bepaald dat :

- a) zes leden het quorum vormen;
- b) besluiten van het Comité worden genomen met een meerderheid van het aantal door de aanwezige leden uitgebrachte stemmen.

3. De Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties zorgt voor het personeel en de andere voorzieningen benodigd voor een doelmatige uitoefening van de taken van het Comité krachtens dit Verdrag.

4. De Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties belegt de eerste vergadering van het Comité. Na zijn eerste vergadering komt het Comité bijeen op tijden voorzien in zijn huishoudelijk reglement.

5. De Staten die Partij zijn, dragen de kosten gemaakt in verband met het houden van de vergaderingen van de Staten die Partij zijn, en van het Comité, met inbegrip van vergoeding aan de Verenigde Naties van alle kosten, zoals de kosten van personeel en voorzieningen, die de Verenigde Naties ingevolge het derde lid van dit artikel hebben gemaakt.

Artikel 19

1. De Staten die Partij zijn, leggen, binnen één jaar na de inwerkingtreding van dit Verdrag voor de betrokken Staat die Partij is, door bemiddeling van de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties, aan het Comité rapporten voor over de maatregelen die zij hebben genomen om uitvoering te geven aan hun verplichtingen krachtens dit

Etats parties présentent ensuite des rapports complémentaires tous les quatre ans sur toutes nouvelles mesures prises, et tous autres rapports demandés par le Comité.

2. Le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmet les rapports à tous les Etats parties.

3. Chaque rapport est étudié par le Comité, qui peut faire les commentaires d'ordre général sur le rapport qu'il estime appropriés et qui transmet lesdits commentaires à l'Etat partie intéressé. Cet Etat partie peut communiquer en réponse au Comité toutes observations qu'il juge utiles.

4. Le Comité peut, à sa discrétion, décider de reproduire dans le rapport annuel qu'il établit conformément à l'article 24 tous commentaires formulés par lui en vertu du paragraphe 3 du présent article, accompagnés des observations reçues à ce sujet de l'Etat partie intéressé. Si l'Etat partie intéressé le demande, le Comité peut aussi reproduire le rapport présenté au titre du paragraphe 1 du présent article.

Article 20

1. Si le Comité reçoit des renseignements crédibles qui lui semblent contenir des indications bien fondées que la torture est pratiquée systématiquement sur le territoire d'un Etat partie, il invite ledit Etat à coopérer dans l'examen des renseignements et, à cette fin, à lui faire part de ses observations à ce sujet.

2. En tenant compte de toutes observations éventuellement présentées par l'Etat partie intéressé et de tous autres renseignements pertinents dont il dispose, le Comité peut, s'il juge que cela se justifie, charger un ou plusieurs de ses membres de procéder à une enquête confidentielle et de lui faire rapport d'urgence.

3. Si une enquête est faite en vertu du paragraphe 2 du présent article, le Comité recherche la coopération de l'Etat partie intéressé. En accord avec cet Etat partie, l'enquête peut comporter une visite sur son territoire.

4. Après avoir examiné les conclusions du membre ou des membres qui lui sont soumises conformément au paragraphe 2 du présent article, le Comité transmet ces conclusions à l'Etat partie intéressé, avec tous commentaires ou suggestions qu'il juge appropriés compte tenu de la situation.

5. Tous les travaux du Comité dont il est fait mention aux paragraphes 1 à 4 du présent article sont confidentiels et, à toutes les étapes des travaux, on s'efforce d'obtenir la coopération de l'Etat partie. Une fois achevés ces travaux relatifs à une enquête menée en vertu du paragraphe 2, le Comité peut, après consultations avec l'Etat partie intéressé, décider de faire figurer un compte rendu succinct des résultats des travaux dans le rapport annuel qu'il établit conformément à l'article 24.

Article 21

1. Tout Etat partie à la présente Convention peut, en vertu du présent article, déclarer à tout moment qu'il reconnaît la compétence du Comité pour recevoir et examiner des communications dans lesquelles un Etat partie prétend qu'un autre Etat partie ne s'acquitte pas de ses obligations au titre de la présente Convention. Ces communications ne peuvent être reçues et examinées conformément au présent article que si elles émanent d'un Etat partie qui a fait une déclaration reconnaissant, en ce qui le concerne, la compétence du Comité. Le Comité ne reçoit aucune communication intéressant un Etat partie qui n'a pas fait une telle déclaration. La procédure ci-après s'applique à l'égard des communications reçues en vertu du présent article :

a) Si un Etat partie à la présente Convention estime qu'un autre Etat également partie à la Convention n'en applique pas les dispositions, il peut appeler, par communication écrite, l'attention de cet Etat sur la question. Dans un délai de trois mois à compter de la date de réception de la communication, l'Etat destinataire fera tenir à l'Etat qui a adressé la communication des explications ou toutes autres déclarations écrites éclaircissant la question, qui devront comprendre, dans toute la mesure possible et utile, des indications sur ses règles de procédure et sur les moyens de recours, soit déjà utilisés, soit en instance, soit encore ouverts;

Verdrag. Daarna leggen de Staten die Partij zijn, om de vier jaar aanvullende rapporten over inzake genomen nieuwe maatregelen, alsmede de andere rapporten waarom het Comité kan verzoeken.

2. De Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties zendt de rapporten toe aan alle Staten die Partij zijn.

3. Elk rapport wordt bestudeerd door het Comité, dat daarop algemeen commentaar kan leveren dat het passend acht; het zendt dit commentaar toe aan de betrokken Staat die Partij is. De Staat die Partij is, kan daarop bij het Comité reageren met zijn eigen opmerkingen.

4. Het Comité kan naar eigen inzicht besluiten om overeenkomstig het derde lid van dit artikel geleverd commentaar, tezamen met de opmerkingen daarover die zijn ontvangen van de betrokken Staat die Partij is, op te nemen in zijn jaarverslag opgesteld overeenkomstig artikel 24. Indien de betrokken Staat die Partij is, zulks verzoekt, kan het Comité tevens een afschrift van het ingevolge het eerste lid van dit artikel overgelegde rapport daarin opnemen.

Artikel 20

1. Indien het comité betrouwbare informatie ontvangt, die zijn inziens goed gefundeerde aanwijzingen bevat dat in het gebied van een Staat die Partij is, stelselmatig foltering wordt toegepast, verzoekt het Comité de Staat die Partij is, mede te werken bij de bestudering van deze informatie en hiertoe opmerkingen in te zenden betreffende de betrokken informatie.

2. Met inachtneming van eventuele opmerkingen die door de betrokken Staat die Partij is, zijn ingezonden, alsmede van alle andere van belang zijnde informatie waarover het beschikt, kan het Comité indien het besluit dat dit verantwoord is, een of meer van zijn leden aanwijzen om een vertrouwelijk onderzoek in te stellen en ten spoedigste verslag hierover uit te brengen aan het Comité.

3. Indien overeenkomstig het tweede lid van dit artikel een onderzoek wordt ingesteld, poogt het Comité de medewerking te verwerven van de betrokken Staat die Partij is. In overeenstemming met die Staat die Partij is, kan een zodanig onderzoek en bezoek aan zijn grondgebied omvatten.

4. Na bestudering van de bevindingen van zijn lid of leden, overgelegd overeenkomstig het tweede lid van dit artikel, zendt het Comité deze bevindingen toe aan de betrokken Staat die Partij is, tezamen met de commentaren of voorstellen die in het licht van de situatie passend lijken.

5. Alle werkzaamheden van het Comité bedoeld in het eerste tot en met het vierde lid van dit artikel zijn vertrouwelijk van aard en in alle stadia van de werkzaamheden zal worden gestreefd naar de medewerking van de Staat die Partij is. Nadat deze werkzaamheden met betrekking tot een overeenkomstig het tweede lid ingesteld onderzoek zijn voltooid, kan het Comité, na overleg met de betrokken Staat die Partij is, besluiten een beknopt verslag van de resultaten van de werkzaamheden op te nemen in zijn jaarverslag opgesteld overeenkomstig artikel 24.

Artikel 21

1. Een Staat die Partij is bij dit Verdrag, kan krachtens dit artikel te allen tijde verklaren, dat hij de bevoegdheid van het Comité erkent kennisgevingen waarin een Staat die Partij is, stelt dat een andere Staat die Partij is, diens uit dit Verdrag voortvloeiende verplichtingen niet nakomt, in ontvangst te nemen en te behandelen. Zulke kennisgevingen kunnen alleen in ontvangst worden genomen en worden behandeld overeenkomstig de in dit artikel vervatte procedure, indien zij zijn ingezonden door een Staat die Partij is, en die een verklaring heeft afgelegd dat hij ten aanzien van zichzelf deze bevoegdheid van het Comité erkent. Een kennisgeving wordt niet krachtens dit artikel door het Comité behandeld, indien deze betrekking heeft op een Staat die Partij is en die zulk een verklaring niet heeft afgelegd. Kennisgevingen die krachtens het bepaalde in dit artikel worden ontvangen, worden overeenkomstig de volgende procedure behandeld :

a) Indien een Staat die Partij is, van oordeel is dat een andere Staat die Partij is, de bepalingen van dit Verdrag niet uitvoert, kan hij door middel van een schriftelijke kennisgeving de zaak onder de aandacht brengen van die Staat die Partij is. Binnen drie maanden na ontvangst van de kennisgeving stuurt de ontvangende Staat de Staat die de kennisgeving had gezonden een schriftelijke uiteenzetting of een andere schriftelijke verklaring, waarin de zaak wordt opgehelderd en waarin, voor zover mogelijk en ter zake doende, wordt verwezen naar procedures en rechtsmiddelen die in het land zelf reeds zijn toegepast, nog hangende zijn of die zouden kunnen worden aangewend;

b) Si, dans un délai de six mois à compter de la date de réception de la communication originale par l'Etat destinataire, la question n'est pas réglée à la satisfaction des deux Etats parties intéressés, l'un comme l'autre auront le droit de la soumettre au Comité, en adressant une notification au Comité, ainsi qu'à l'autre Etat intéressé;

c) Le Comité ne peut connaître d'une affaire qui lui est soumise en vertu du présent article qu'après s'être assuré que tous les recours internes disponibles ont été utilisés et épuisés, conformément aux principes de droit international généralement reconnus. Cette règle ne s'applique pas dans le cas où les procédures de recours excèdent des délais raisonnables ni dans les cas où il est peu probable que les procédures de recours donneraient satisfaction à la personne qui est la victime de la violation de la présente Convention;

d) Le Comité tient ses séances à huis clos lorsqu'il examine les communications prévues au présent article;

e) Sous réserve des dispositions de l'alinéa c), le Comité met ses bons offices à la disposition des Etats parties intéressés, afin de parvenir à une solution amiable de la question, fondée sur le respect des obligations prévues par la présente Convention. A cette fin, le Comité peut, s'il l'estime opportun, établir une commission de conciliation *ad hoc*;

f) Dans toute affaire qui lui est soumise en vertu du présent article, le Comité peut demander aux Etats parties intéressés, visés à l'alinéa b), de lui fournir tout renseignement pertinent;

g) Les Etats parties intéressés, visés à l'alinéa b), ont le droit de se faire représenter lors de l'examen de l'affaire par le Comité et de présenter des observations oralement ou par écrit, ou sous l'une et l'autre forme;

h) Le Comité doit présenter un rapport dans un délai de douze mois à compter du jour où il a reçu la notification visée à l'alinéa b) :

(i) Si une solution a pu être trouvée conformément aux dispositions de l'alinéa e), le comité se borne dans son rapport à un bref exposé des faits et de la solution intervenue;

(ii) Si une solution n'a pu être trouvée conformément aux dispositions de l'alinéa e), le Comité se borne, dans son rapport à un bref exposé des faits; le texte des observations écrites et le procès-verbal des observations orales présentées par les Etats parties intéressés sont joints au rapport.

Pour chaque affaire, le rapport est communiqué aux Etats parties intéressés.

2. Les dispositions du présent article entreront en vigueur lorsque cinq Etats parties à la présente Convention auront fait la déclaration prévue au paragraphe 1 du présent article. Ladite déclaration est déposée par l'Etat partie auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en communique copie aux autres Etats parties. Une déclaration peut être retirée à tout moment au moyen d'une notification adressée au Secrétaire général. Ce retrait est sans préjudice de l'examen de toute question qui fait l'objet d'une communication déjà transmise en vertu du présent article; aucune autre communication d'un Etat partie ne sera reçue en vertu du présent article après que le Secrétaire général aura reçu notification du retrait de la déclaration, à moins que l'Etat partie intéressé ait fait une nouvelle déclaration.

Article 22

1. Tout Etat partie à la présente Convention peut, en vertu du présent article, déclarer à tout moment qu'il reconnaît la compétence du Comité pour recevoir et examiner des communications présentées par ou pour le compte de particuliers relevant de sa juridiction qui prétendent être victime d'une violation, par un Etat partie, des dispositions de la Convention. Le Comité ne reçoit aucune communication intéressant un Etat partie qui n'a pas fait une telle déclaration.

2. Le Comité déclare irrecevable toute communication soumise en vertu du présent article qui est anonyme ou qu'il considère être un abus du droit de soumettre de telles communications, ou être incompatible avec les dispositions de la présente Convention.

b) Indien de zaak niet tot genoeg van de beide betrokken Staten die Partij zijn, wordt geregeld binnen zes maanden na ontvangst van de eerste kennisgeving door de ontvangende Staat, heeft elk der beide Staten het recht de zaak bij het Comité aanhangig te maken, door middel van een kennisgeving die zowel aan het Comité als aan de andere Staat wordt gezonden;

c) Het Comité behandelt een bij hem ingeolge dit artikel aanhangig gemaakte zaak alleen nadat het zich ervan heeft overtuigd dat alle binnenlandse rechtsmiddelen in de betrokken zaak zijn benut en uitgeput, in overeenstemming met de algemeen erkende beginselen van het internationale recht. Deze regel geldt evenwel niet indien de toepassing der rechtsmiddelen onredelijk lange tijd vergt of waarschijnlijk geen daadwerkelijke verbetering zal meebrengen voor de persoon die het slachtoffer van de schending van dit Verdrag is;

d) Het Comité komt in besloten zitting bijeen wanneer het kennisgevingen krachtens dit artikel gedaan aan een onderzoek onderwerpt;

e) Met inachtneming van het bepaalde in letter c) stelt het Comité zijn goede diensten ter beschikking van de betrokken Staten die Partij zijn, ten einde de zaak in der minne te regelen op basis van eerbiediging van de verplichtingen als neergelegd in dit Verdrag. Hiertoe kan het Comité eventueel een conciliatiecommissie *ad hoc* instellen;

f) Bij elke bij hem ingeolge dit artikel aanhangig gemaakte zaak kan het Comité tot de betrokken in letter b) bedoelde Staten die Partij zijn, het verzoek richten, terzake dienende inlichtingen te verstrekken;

g) De in letter b) bedoelde betrokken Staten die Partij zijn, hebben het recht zich te doen vertegenwoordigen wanneer de zaak in het Comité wordt behandeld, en hun standpunt mondeling en/of schriftelijk kenbaar te maken;

h) Het Comité brengt twaalf maanden na de datum van ontvangst van de krachtens letter b) gedane kennisgeving een rapport uit, als volgt :

(i) Indien een oplossing als voorzien in letter e) is bereikt, beperkt het Comité zijn rapport tot een korte uiteenzetting van de feiten en van de bereikte oplossing;

(ii) indien geen oplossing als voorzien in letter e) is bereikt, beperkt het Comité zijn rapport tot een korte uiteenzetting van de feiten; de schriftelijk kenbaar gemaakte standpunten en een op schrift gestelde samenvatting van de mondeling naar voren gebrachte standpunten van de betrokken Staten die Partij zijn, worden aan het rapport gehecht.

In elk van beide gevallen wordt het rapport toegezonden aan de betrokken Staten die Partij zijn.

2. De bepalingen van dit artikel treden in werking wanneer vijf Staten die Partij zijn bij dit Verdrag, verklaringen hebben afgelegd krachtens het eerste lid van dit artikel. Deze verklaringen worden door de Staten die Partij zijn, nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties, die afschriften daarvan doet toekomen aan de andere Staten die Partij zijn. Een zodanige verklaring kan te allen tijde door middel van een aan de Secretaris-Generaal gericht kennisgeving worden ingetrokken. En zodanige intrekking heeft geen invloed op de behandeling van een zaak die het ontwerp vormt van een kennisgeving die reeds is gedaan krachtens dit artikel; geen enkele volgende kennisgeving door een Staat die Partij is, wordt in ontvangst genomen krachtens dit artikel nadat de kennisgeving van intrekking van de verklaring door de Secretaris-Generaal is ontvangen, tenzij de betrokken Staat die Partij is, een nieuwe verklaring heeft afgelegd.

Artikel 22

1. Een Staat die Partij is bij dit Verdrag, kan krachtens dit artikel te allen tijde verklaren dat hij de bevoegdheid van het Comité erkent kennisgevingen van of namens personen die onder zijn rechtsmacht vallen en die stellen het slachtoffer te zijn van schending door een Staat die Partij is, van de bepalingen van het Verdrag, in ontvangst te nemen en te behandelen. Het Comité neemt geen kennisgeving in ontvangst indien deze betrekking heeft op een Staat die Partij is bij het Verdrag en die zulk een verklaring niet heeft afgelegd.

2. Het Comité beschouwt als niet ontvankelijk elke krachtens dit artikel toegezonden kennisgeving die anoniem is of welke inzending het beschouwt als misbruik van het recht zodanige kennisgevingen in te zenden of die het onverenigbaar acht met de bepalingen van dit Verdrag.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2, le Comité porte toute communication qui lui est soumise en vertu du présent article à l'attention de l'Etat partie à la présente Convention qui a fait une déclaration en vertu du paragraphe 1 et a prétendument violé l'une quelconque des dispositions de la Convention. Dans les six mois qui suivent, ledit Etat soumet par écrit au Comité des explications ou déclarations éclaircissant la question et indiquant, le cas échéant, les mesures qu'il pourrait avoir prises pour remédier à la situation.

4. Le Comité examine les communications reçues en vertu du présent article en tenant compte de toutes les informations qui lui sont soumises par ou pour le compte du particulier et par l'Etat partie intéressé.

5. Le Comité n'examinera aucune communication d'un particulier conformément au présent article sans s'être assuré que :

a) La même question n'a pas été et n'est pas en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement;

b) Le particulier a épuisé tous les recours internes disponibles; cette règle ne s'applique pas les procédures de recours excédent des délais raisonnables ou s'il est peu probable qu'elles donneraient satisfaction au particulier qui est la victime d'une violation de la présente Convention.

6. Le Comité tient ses séances à huis clos lorsqu'il examine les communications prévues dans le présent article.

7. Le Comité fait part de ses constatations à l'Etat partie intéressé et au particulier.

8. Les dispositions du présent article entreront en vigueur lorsque cinq Etats parties à la présente Convention auront fait la déclaration prévue au paragraphe 1 du présent article. Ladite déclaration est déposée par l'Etat partie auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en communique copie aux autres Etats parties. Une déclaration peut être retirée à tout moment au moyen d'une notification adressée au Secrétaire général. Ce retrait est sans préjudice de l'examen de toute question qui fait l'objet d'une communication déjà transmise en vertu du présent article; aucune autre communication soumise par ou pour le compte d'un particulier ne sera reçue en vertu du présent article après que le Secrétaire général aura reçu notification du retrait de la déclaration, à moins que l'Etat partie intéressé ait fait une nouvelle déclaration.

Article 23

Les membres du Comité et les membres des commissions de conciliation *ad hoc* qui pourraient être nommés conformément à l'alinéa e) du paragraphe 1 de l'article 21 ont droit aux facilités, privilèges et immunités reconnus aux experts en mission pour l'Organisation des Nations Unies, tels qu'ils sont énoncés dans les sections pertinentes de la Convention sur les privilèges et les immunités des Nations Unies.

Article 24

Le Comité présente aux Etats parties et à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies un rapport annuel sur les activités qu'il aura entreprises en application de la présente Convention.

TROISIEME PARTIE

Article 25

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats.
2. La présente Convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 26

Tous les Etats peuvent adhérer à la présente Convention. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 27

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour après la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du vingtième instrument de ratification ou d'adhésion.
2. Pour tout Etat qui ratifiera la présente Convention ou y adhèrera après le dépôt du vingtième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le trentième jour après la date du dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

3. Met inachtneming van het bepaalde in het tweede lid brengt het Comité alle hem krachtens dit artikel toegezonden kennisgevingen onder de aandacht van de Staat die Partij is bij dit Verdrag en die een verklaring krachtens het eerste lid heeft afgelegd en waaromtrent wordt gesteld dat deze enige bepaling van het Verdrag schendt. Binnen zes maanden doet de ontvangende Staat het Comité schriftelijke toelichtingen of andere schriftelijke verklaringen toekomen, waarin de zaak en de eventueel door die Staat toegepaste herstelmaatregelen worden uiteengezet.

4. Het Comité behandelt krachtens dit artikel ontvangen kennisgeving in het licht van alle door of namens de betrokken persoon en door de betrokken Staat die Partij is, ter beschikking gestelde gegevens.

5. Het Comité neemt geen krachtens dit artikel door een individuele persoon ingediende kennisgeving in behandeling, dan nadat het zich ervan heeft overtuigd dat :

a) dezelfde zaak niet is of wordt onderzocht volgens een andere procedure van internationaal onderzoek of internationale regeling;

b) de betrokken persoon alle beschikbare nationale rechtsmiddelen heeft uitgeput; deze regel geldt evenwel niet indien de toepassing der rechtsmiddelen onredelijk lange tijd vergt of waarschijnlijk geen daadwerkelijke verbetering zal brengen voor de persoon die het slachtoffer van de schending van dit Verdrag is.

6. Het Comité komt in besloten zitting bijeen wanneer het kennisgevingen krachtens dit artikel gedaan aan een onderzoek onderwerpt.

7. Het Comité maakt zijn oordeel bekend aan de desbetreffende Staat die Partij is, aan de betrokken persoon.

8. De bepalingen van dit artikel treden in werking wanneer vijf Staten die Partij zijn bij dit Verdrag, verklaringen hebben afgelegd krachtens het eerste lid van dit artikel. Deze verklaringen worden door de Staten die Partij zijn, nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties, die afschriften daarvan doet toekomen aan alle andere Staten die Partij zijn. Een verklaring kan te allen tijde, door middel van een aan de Secretaris-Generaal gerichte kennisgeving, worden ingetrokken. Een zodanige intrekking heeft geen invloed op de behandeling van een zaak die het onderwerp vormt van een kennisgeving die reeds is gedaan krachtens dit artikel; geen enkele volgende kennisgeving door of namens een persoon wordt krachtens dit artikel in ontvangst genomen nadat de kennisgeving van intrekking van de verklaring door de Secretaris-Generaal is ontvangen, tenzij de betrokken Staat die Partij is, een nieuwe verklaring heeft afgelegd.

Artikel 23

De leden van het Comité en van de conciliatiecommissies ad hoc die kunnen worden ingesteld krachtens het bepaalde in artikel 21, eerste lid, letter e), genieten de faciliteiten, voorrechten en immuniteten van deskundigen die zijn uitgezonden door de Verenigde Naties, zoals die zijn vastgesteld in de desbetreffende delen van het Verdrag nopens de voorrechten en immuniteten van de Verenigde Naties.

Artikel 24

Het Comité brengt een jaarverslag van zijn werkzaamheden krachtens het Verdrag uit aan de Staten die Partij zijn, en aan de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties.

DEEL III

Artikel 25

1. Dit Verdrag staat open voor ondertekening door alle Staten.
2. Dit Verdrag dient te worden bekrachtigd. De akten van bekrachtiging dienen te worden nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties.

Artikel 26

Dit Verdrag staat open voor toetreding door alle Staten. Toetreding geschiedt door de neerlegging van een akte van toetreding bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties.

Artikel 27

1. Dit Verdrag treedt in werking op de dertigste dag na de datum van nederlegging bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties van de twintigste akte van bekrachtiging of toetreding.
2. Ten aanzien van iedere Staat die dit Verdrag bekrachtigt of ertoe toetreedt na de nederlegging van de twintigste akte van bekrachtiging of toetreding, treedt het Verdrag in werking op de dertigste dag na de datum van nederlegging van zijn eigen akte van bekrachtiging of toetreding.

Article 28

1. Chaque Etat pourra, au moment, où il signera ou ratifiera la présente Convention ou y adhérera, déclarer qu'il ne reconnaît pas la compétence accordée au Comité aux termes de l'article 20.

2. Tout Etat partie qui aura formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 29

1. Tout Etat partie à la présente Convention pourra proposer un amendement et déposer sa proposition auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général communiquera la proposition d'amendement aux Etats parties en leur demandant de lui faire savoir s'ils sont favorables à l'organisation d'une conférence d'Etats parties en vue de l'examen de la proposition et de sa mise aux voix. Si, dans les quatre mois qui suivent la date d'une telle communication, le tiers au moins des Etats parties se prononcent en faveur de la tenue de ladite conférence, le Secrétaire général organisera la conférence sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Tout amendement adopté par la majorité des Etats parties présents et votants à la conférence sera soumis par le Secrétaire général à l'acceptation de tous les Etats parties.

2. Un amendement adopté selon les dispositions du paragraphe 1 du présent article entrera en vigueur lorsque les deux tiers des Etats parties à la présente Convention auront informé le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'ils l'ont accepté conformément à la procédure prévue par leurs constitutions respectives.

3. Lorsque les amendements entreront en vigueur, ils auront force obligatoire pour les Etats parties qui les auront acceptés, les autres Etats parties demeurant liés par les dispositions de la présente Convention et par tous amendements antérieurs qu'ils auront acceptés.

Article 30

1. Tout différend entre deux ou plus des Etats parties concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui ne peut être réglé par voie de négociation est soumis à l'arbitrage à la demande de l'un d'entre eux. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour internationale de Justice en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

2. Chaque Etat pourra, au moment où il signera ou ratifiera la présente Convention ou y adhérera, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions du paragraphe 1 du présent article. Les autres Etats parties ne seront pas liés par lesdites dispositions envers tout Etat partie qui aura formulé une telle réserve.

3. Tout Etat partie qui aura formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 31

1. Un Etat partie pourra dénoncer la présente Convention par notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La dénonciation prend effet un an après la date à laquelle la notification aura été reçue par le Secrétaire général.

2. Une telle dénonciation ne libérera pas l'Etat partie des obligations qui lui incombent en vertu de la présente Convention en ce qui concerne tout acte ou toute omission commis avant la date à laquelle la dénonciation prendra effet; elle ne fera nullement obstacle à la poursuite de l'examen de toute question dont le Comité était déjà saisi à la date à laquelle la dénonciation a pris effet.

3. Après la date à laquelle la dénonciation par un Etat partie prend effet, le Comité n'entreprend l'examen d'aucune question nouvelle concernant cet Etat.

Article 32

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et à tous les Etats qui auront signé la présente Convention ou y auront adhéré :

a) Les signatures, les ratifications et les adhésions reçues en application des articles 25 et 26;

b) La date d'entrée en vigueur de la Convention en application de l'article 27 et la date d'entrée en vigueur de tout amendement en application de l'article 29.

c) Les dénonciations reçues en application de l'article 31.

Artikel 28

1. Iedere Staat kan, op het tijdstip van ondertekening of van bekrachtiging van dit Verdrag of van toetreding ertoe, verklaren dat hij de in artikel 20 geregelde bevoegdheid van het Comité niet erkent.

2. Iedere Staat die Partij is en die een voorbehoud heeft gemaakt overeenkomstig het eerste lid van dit artikel, kan dit voorbehoud te allen tijde intrekken door middel van een kennisgeving aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties.

Artikel 29

1. Iedere Staat die Partij is bij dit Verdrag, kan een wijziging daarvan voorstellen en deze indienen bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties. De Secretaris-Generaal deelt vervolgens de voorgestelde wijziging aan de Staten die Partij zijn, mede, met het verzoek hem te berichten of zij een conferentie van Staten die Partij zijn, verlangen ten einde het voorstel te bestuderen en in stemming te brengen. Indien, binnen vier maanden na de datum van deze mededeling, ten minste een derde van de Staten die Partij zijn, zulk een conferentie verlangt, roept de Secretaris-Generaal deze conferentie onder auspiciën van de Verenigde Naties bijeen. Iedere wijziging die door een meerderheid van de ter conferentie aanwezige Staten die Partij zijn en die hun stem uitbrengen, wordt aangenomen, wordt door de Secretaris-Generaal ter aanvaarding voorgelegd aan alle Staten die Partij zijn.

2. Een overeenkomstig het eerste lid van dit artikel aangenomen wijziging wordt van kracht wanneer twee derde van de Staten die Partij zijn bij dit Verdrag, de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties ervan in kennis hebben gesteld dat zij deze hebben aanvaard overeenkomstig hun onderscheiden constitutionele procedures.

3. Wanneer wijzigingen van kracht worden, zijn zij bindend voor de Staten die Partij zijn en die deze hebben aanvaard, terwijl de andere Staten die Partij zijn, gebonden zullen blijven door bepalingen van dit Verdrag en door iedere voorgaande wijziging die zij hebben aanvaard.

Artikel 30

1. Geschillen tussen twee of meer Staten die Partij zijn, betreffende de uitlegging of toepassing van dit Verdrag, die niet door onderhandelingen kunnen worden geregeld, worden op verzoek van één van hen onderworpen aan arbitrage. Indien binnen zes maanden na de datum van het verzoek om arbitrage de Partijen geen overeenstemming hebben kunnen bereiken over de arbitrageregeling, kan elk der Partijen het geschil voorleggen aan het Internationale Gerechtshof door middel van een verzoek in overstemming met het Statuut van het Hof.

2. Iedere Staat kan, op het tijdstip van ondertekening of bekrachtiging van dit Verdrag of van toetreding daartoe, verklaren dat hij zich niet gebonden acht door het eerste lid van dit artikel. De andere Staten die Partij zijn, zijn met betrekking tot een Staat die Partij is en die zulk een voorbehoud heeft gemaakt, niet gebonden door het eerste lid van dit artikel.

3. Een Staat die Partij is en die een voorbehoud heeft gemaakt overeenkomstig het tweede lid van dit artikel, kan dit voorbehoud te allen tijde intrekken door middel van een kennisgeving aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties.

Artikel 31

1. Een Staat die Partij is, kan dit Verdrag opzeggen door middel van een schriftelijke kennisgeving aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties. De opzegging wordt van kracht één jaar na de datum van ontvangst van de kennisgeving door de Secretaris-Generaal.

2. Een zodanige opzegging leidt er niet toe dat de Staat die Partij is, wordt ontslagen van zijn verplichtingen krachtens dit Verdrag ten aanzien van enig handelen of nalaten dat zich heeft voorgedaan vóór de datum waarop de opzegging van kracht wordt en evenmin is de opzegging op enigerlei wijze van invloed op de voortzetting van de behandeling van een zaak die reeds bij het Comité in behandeling is vóór de datum waarop de opzegging van kracht wordt.

3. Na de datum waarop de opzegging van een Staat die Partij is, van kracht wordt, neemt het Comité geen nieuwe zaak betreffende de Staat in behandeling.

Artikel 32

De Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties doet alle leden van de Verenigde Naties en alle Staten die dit Verdrag hebben ondertekend of ertoe zijn toegetreden, mededeling van het volgende :

a) Ondertekeningen, bekrachtigingen en toetredingen ingevolge de artikelen 25 en 26;

b) De datum van inwerkingtreding van dit Verdrag ingevolge artikel 27 en de datum van het van kracht worden van wijzigingen ingevolge artikel 29;

c) Opzeggingen ingevolge artikel 31.

Article 33

1. La présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies fera tenir une copie certifiée conforme de la présente Convention à tous les Etats.

La Belgique a fait les déclarations suivantes lors du dépôt de son instrument de ratification :

« Conformément à l'article 21 paragraphe 1^{er} de la Convention, la Belgique déclare reconnaître la compétence du Comité contre la torture pour recevoir et examiner des communications dans lesquelles un Etat partie prétend qu'un autre Etat ne s'acquitte pas de ses obligations au titre de la Convention ».

« Conformément à l'article 22, paragraphe 1^{er} de la Convention, la Belgique déclare reconnaître la compétence du Comité contre la torture pour recevoir et examiner des communications présentées par ou pour le compte de particuliers relevant de sa juridiction qui prétendent être victimes de violations, par un Etat partie, des dispositions de la Convention ».

Artikel 33

1. Dit Verdrag, waarvan de Arabische, de Chinese, de Engelse, de Franse, de Russische en de Spaanse tekst gelijkelijk authentiek zijn, wordt nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties.

2. De Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties zendt gewaarmerkte afschriften van dit Verdrag toe aan alle Staten.

België heeft volgende verklaringen afgelegd bij de neerlegging van zijn bekrachtigingsinstrument :

« Overeenkomstig artikel 21, paragraaf 1 van het Verdrag, verklaart België de bevoegdheid van het Comité tegen Foltering te erkennen om de kennisgevingen in ontvangst te nemen en te onderzoeken, waarin een Verdragspartij beweert dat een andere Staat zijn uit dit Verdrag voortvloeiende verplichtingen niet nakomt. »

« Overeenkomstig artikel 22, paragraaf 1 van het Verdrag, verklaart België de bevoegdheid van het Comité tegen Foltering te erkennen om de kennisgevingen in ontvangst te nemen en te onderzoeken, die door of voor rekening van particulieren onder haar rechtsmacht gedaan werden, waarbij dezen beweren het slachtoffer te zijn van schendingen van Verdragbepalingen door een Verdragspartij. »

CONVENTION CONTRE LA TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS,
INHUMAINS OU DEGRADANTS, ADOPTÉE A NEW YORK LE 10 DECEMBRE 1984

Etats liés

ETATS	SIGNATURE	RATIFICATION	
		ACCESSION	(a)
		SUCCESSION	(d)
AFGHANISTAN	4 février 1985	1er avril 1987	
AFRIQUE DU SUD	29 janvier 1993	10 décembre 1998	
ALBANIE		11 mai 1994	a
ALGERIE	26 novembre 1985	12 septembre 1989	
ALLEMAGNE	13 octobre 1986	1 octobre 1990	
ANTIGUA ET BARBUDA		19 juillet 1993	a
ARABIE SAOUDITE		23 septembre 1997	a
ARGENTINE	4 février 1985	24 septembre 1986	
ARMENIE		13 septembre 1993	a
AUSTRALIE	10 décembre 1985	8 août 1989	
AUTRICHE	14 mars 1985	29 juillet 1987	
AZERBAIDJAN		16 août 1996	a
BAHREIN		6 mars 1998	a
BANGLADESH		5 octobre 1998	a
BELARUS	19 décembre 1985	13 mars 1987	
BELGIQUE	4 février 1985	25 juin 1999	
BELIZE		17 mars 1986	a
BENIN		12 mars 1992	a
BOLIVIE	4 février 1985	12 avril 1999	
BOSNIE-HERZEGOVINE		1er septembre 1993	a
BRESIL	23 septembre 1985	28 septembre 1989	
BULGARIE	10 juin 1986	16 décembre 1986	
BURKINA FASO		4 janvier 1999	a
BURUNDI		18 février 1993	a
CAMBODGE		15 octobre 1992	a
CAMEROUN		19 décembre 1986	a
CANADA	23 août 1985	24 juin 1987	
CAP-VERT		4 juin 1992	a
CHILI	23 septembre 1987	30 septembre 1988	
CHINE	12 décembre 1986	4 octobre 1988	

ETATS	SIGNATURE	RATIFICATION	
		ACCESSION	(a)
		SUCCESSION	(d)
CHYPRE	9 octobre 1985	18 juillet 1991	
COLOMBIE	10 avril 1985	8 décembre 1987	
CONGO (REP. DEM.)		18 mars 1996	a
COREE (REP.)		9 janvier 1995	a
COSTA RICA	4 février 1985	11 novembre 1993	
COTE D'IVOIRE		18 décembre 1995	a
CROATIE		12 octobre 1992	d
CUBA	27 janvier 1986	17 mai 1995	
DANEMARK	4 février 1985	27 mai 1987	
EGYPTE		25 juin 1986	a
EL SALVADOR		17 juin 1996	a
EQUATEUR	4 février 1985	30 mars 1988	
ESPAGNE	4 février 1985	21 octobre 1987	
ESTONIE		21 octobre 1991	a
ETATS-UNIS D'AMERIQUE	18 avril 1988	21 octobre 1994	
ETHIOPIE		14 mars 1994	a
FEDERATION DE RUSSIE	10 décembre 1985	3 mars 1987	
FINLANDE	4 février 1985	30 août 1989	
FRANCE	4 février 1985	18 février 1986	
GABON	21 janvier 1986		
GAMBIE	23 octobre 1985		
GEORGIE		26 octobre 1994	a
GRECE	4 février 1985	6 octobre 1988	
GUATEMALA		5 janvier 1990	a
GUINEE	30 mai 1986	10 octobre 1989	
GUYANA	25 janvier 1988	19 mai 1988	
HONDURAS		5 décembre 1996	a
HONGRIE	28 novembre 1986	15 avril 1987	
INDE	14 octobre 1997		
INDONESIE	23 octobre 1985	28 octobre 1998	
IRLANDE	28 septembre 1992		
ISLANDE	4 février 1985	23 octobre 1996	
ISRAEL	22 octobre 1986	3 octobre 1991	
ITALIE	4 février 1985	12 janvier 1989	
JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE		16 mai 1989	a
JORDANIE		13 novembre 1991	a
KAZAKHSTAN		26 août 1998	a
KENYA		21 février 1997	a
KIRGHISTAN		5 septembre 1997	a
KOWEIT		8 mars 1996	a
LETTONIE		14 avril 1992	a
LIECHTENSTEIN	27 juin 1985	2 novembre 1990	
LITUANIE		1er février 1996	a
LUXEMBOURG	22 février 1985	29 septembre 1987	
MACEDOINE (EX. REP. YUGOSLAVIE)		12 décembre 1994	d
MALAWI		1er juin 1996	a
MALI		26 février 1999	a

ETATS	SIGNATURE	RATIFICATION	
		ACCESSION	(a)
		SUCCESSION	(d)
MALTE		13 septembre 1990	a
MAROC	8 janvier 1986	21 juin 1993	
MAURICE		9 décembre 1992	a
MEXIQUE	18 mars 1985	23 janvier 1986	
MOLDOVA (REP.)		28 novembre 1995	a
MONACO		6 décembre 1991	a
NAMIBIE		28 novembre 1994	a
NEPAL		14 mai 1991	a
NICARAGUA	15 avril 1985		
NIGER		5 octobre 1998	a
NIGERIA	28 juillet 1988		
NORVEGE	4 février 1985	9 juillet 1986	
NOUVELLE-ZELANDE	14 janvier 1986	10 décembre 1989	
OUGANDA		3 novembre 1986	a
OUZBEKISTAN		28 septembre 1995	a
PANAMA	22 février 1985	24 août 1987	
PARAGUAY	23 octobre 1989	12 mars 1990	
PAYS-BAS	4 février 1985	21 décembre 1988	
PEROU	29 mai 1985	7 juillet 1988	
PHILIPPINES		18 juin 1986	a
POLOGNE	13 janvier 1986	26 juillet 1989	
PORTUGAL	4 février 1985	9 février 1989	
REP. DOMINICAINE	4 février 1985		
REP. TCHEQUE		22 février 1993	d
ROEMANIE		18 décembre 1990	a
ROYAUME-UNI	15 mars 1985	8 décembre 1988	
SENEGAL	4 février 1985	21 août 1986	
SEYCHELLES		5 mai 1992	a
SIERRA LEONE	18 mars 1985		
SLOVAQUIE		28 mai 1993	d
SLOVENIE		16 juillet 1993	a
SOMALIE		24 janvier 1990	a
SOUDAN	4 juin 1986		
SRI LANKA		3 janvier 1994	a
SUEDE	4 février 1985	8 janvier 1986	
SUISSE	4 février 1985	2 décembre 1986	
TADJIKISTAN		11 janvier 1995	a
TCHAD		9 juin 1995	a
TOGO	25 mars 1987	18 novembre 1987	
TUNISIE	26 août 1987	23 septembre 1988	
TURKMENISTAN		25 juin 1999	a
TURQUIE	25 janvier 1988	2 août 1988	
UKRAINE	27 février 1986	24 février 1987	
URUGUAY	4 février 1985	24 octobre 1986	
VENEZUELA	15 février 1985	29 juillet 1991	
YEMEN		5 novembre 1991	a
YOUGOSLAVIE	18 avril 1989	10 septembre 1991	
ZAMBIE		7 octobre 1998	a

VERDRAG TEGEN FOLTERING EN ANDERE WREDE, ONMENSELIJKE OF ONTERENDE BEHANDELING
OF BESTRAFFING, AANGENOMEN TE NEW YORK OP 10 DECEMBER 1984

Gebonden Staten

STATEN	ONDERTEKENING	BEKRACHTIGING	
		TOETREDING	(T)
		STATENOPVOLGING	(S)
AFGHANISTAN	4 februari 1985	1 april 1987	
ALBANIE		11 mei 1994	T
ALGERIE	26 november 1985	12 september 1989	
ANTIGUA EN BARBUDA		19 juli 1993	T
ARGENTINIE	4 februari 1985	24 september 1986	
ARMENIE		13 september 1993	T
AUSTRALIE	10 december 1985	8 augustus 1989	
AZERBEIDZJAN		16 augustus 1996	T
BAHREIN		6 maart 1998	T
BANGLADESH		5 oktober 1998	T
BELARUS	19 december 1985	13 maart 1987	
BELGIE	4 februari 1985	25 juni 1999	
BELIZE		17 maart 1986	T
BENIN		12 maart 1992	T
BOLIVIE	4 februari 1985	12 april 1999	
BOSNIE-HERZEGOVINA		1 september 1993	T
BRAZILIE	23 september 1985	28 september 1989	
BULGARIJE	10 juni 1986	16 december 1986	
BURKINA FASO		4 januari 1999	T
BURUNDI		18 februari 1993	T
CAMBODJA		15 oktober 1992	T
CANADA	23 augustus 1985	24 juni 1987	
CHILI	23 september 1987	30 september 1988	
CHINA	12 december 1986	4 oktober 1988	
COLOMBIE	10 april 1985	8 december 1987	
CONGO (DEM. REP.)		18 maart 1996	T
COSTA RICA	4 februari 1985	11 november 1993	
CROATIE		12 oktober 1992	S
CUBA	27 januari 1986	17 mei 1995	
CYPRUS	9 oktober 1985	18 juli 1991	
DENEMARKEN	4 februari 1985	27 mei 1987	
DOMINICAANSE REP.	4 februari 1985		
DUITSLAND	13 oktober 1986	1 oktober 1990	
ECUADOR	4 februari 1985	30 maart 1988	
EGYPTE		25 juni 1986	T
EL SALVADOR		17 juni 1996	T
ESTLAND		21 oktober 1991	T
ETHIOPIE		14 maart 1994	T
FILIPPIJNEN		18 juni 1986	T
FINLAND	4 februari 1985	30 augustus 1989	
FRANKRIJK	4 februari 1985	18 februari 1986	
GABON	21 januari 1986		

STATEN	ONDERTEKENING	BEKRACHTIGING	
		TOETREDING	(T)
		STATENOPVOLGING	(S)
GAMBIA	23 oktober 1985		
GEORIGIE		26 oktober 1994	T
GRIEKENLAND	4 februari 1985	6 oktober 1988	
GUATEMALA		5 januari 1990	T
GUINEA	30 mei 1986	10 oktober 1989	
GUYANA	25 januari 1988	19 mei 1988	
HONDURAS		5 december 1996	T
HONGARIJE	28 november 1986	15 april 1987	
IERLAND	28 september 1992		
IJSLAND	4 februari 1985	23 oktober 1996	
INDIE	14 oktober 1997		
INDONESIE	23 oktober 1985	28 oktober 1998	
ISRAEL	22 oktober 1986	3 oktober 1991	
ITALIE	4 februari 1985	12 januari 1989	
IVOORKUST		18 december 1995	T
JEMEN		5 november 1991	T
JOEGOSLAVIE	18 april 1989	10 september 1991	
JORDANIE		13 november 1991	T
KAAPVERDIE		4 juni 1992	T
KAMEROEN		19 december 1986	T
KAZACHSTAN		26 augustus 1998	T
KENYA		21 februari 1997	T
KOEWEIT		8 maart 1996	T
KOREA (REP.)		9 januari 1995	T
KIRGYZSTAN		5 september 1997	T
LETLAND		14 april 1992	T
LIBISCH ARABISCHE JAMAHIRIYAH		16 mei 1989	T
LIECHTENSTEIN	27 juni 1985	2 november 1990	
LITOUWEN		1 februari 1996	T
LUXEMBURG	22 februari 1985	29 september 1987	
MACEDONIE (VOORMALIGE JOEGOSLAVISCHE REP.)		12 december 1994	S
MALAWI		1 juni 1996	T
MALI		26 februari 1999	T
MALTA		13 september 1990	T
MAROKKO	8 januari 1986	21 juni 1993	
MAURITIUS		9 december 1992	T
MEXICO	18 maart 1985	23 januari 1986	
MOLDOVA (REP.)		28 november 1995	T
MONACO		6 december 1991	T
NAMIBIE		28 november 1994	T
NEDERLAND	4 februari 1985	21 december 1988	
NEPAL		14 mei 1991	T
NICARAGUA	15 april 1985		

STATEN	ONDERTEKENING	BEKRACHTIGING	
		TOETREDING	(T)
		STATENOPVOLGING	(S)
NIEUW-ZEELAND	14 januari 1986	10 december 1989	
NIGER		5 oktober 1998	T
NIGERIA	28 juli 1988		
NOORWEGEN	4 februari 1985	9 juli 1986	
OEGANDA		3 november 1986	a
OEKRAINE	27 februari 1986	24 februari 1987	
OEZBEKISTAN		28 september 1995	T
OOSTENRIJK	14 maart 1985	29 juli 1987	
PANAMA	22 februari 1985	24 augustus 1987	
PARAGUAY	23 oktober 1989	12 maart 1990	
PERU	29 mei 1985	7 juli 1988	
POLEN	13 januari 1986	26 juli 1989	
PORTUGAL	4 februari 1985	9 februari 1989	
ROEMENIE		18 december 1990	T
RUSSISCHE FED.	10 december 1985	3 maart 1987	
SAOEDI-ARABIE		23 september 1997	T
SENEGAL	4 februari 1985	21 augustus 1986	
SEYCHELLEN		5 mei 1992	T
SIERRA LEONE	18 maart 1985		
SLOVAKIJE		28 mei 1993	S
SLOVENIE		16 juli 1993	T
SOMALIE		24 januari 1990	T
SPANJE	4 februari 1985	21 oktober 1987	
SRI LANKA		3 januari 1994	T
SUDAN	4 juni 1986		
TADZJIKISTAN		11 januari 1995	T
TOGO	25 maart 1987	18 november 1987	
TSJAAD		9 juni 1995	T
TSJECHISCHE REP.		22 februari 1993	S
TUNESIE	26 augustus 1987	23 september 1988	
TURKIJE	25 januari 1988	2 augustus 1988	
TURKMENISTAN		25 juni 1999	T
URUGUAY	4 februari 1985	24 oktober 1986	
VENEZUELA	15 februari 1985	29 juli 1991	
VERENIGD KONINKRIJK	15 maart 1985	8 december 1988	
VERENIGDE STATEN VAN AMERIKA	18 april 1988	21 oktober 1994	
ZAMBIA		7 oktober 1998	T
ZUID-AFRIKA	29 januari 1993	10 december 1998	
ZWEDEN	4 februari 1985	8 januari 1986	
ZWITSERLAND	4 februari 1985	2 december 1986	